

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DÉCEMBRE 2005

Etaient présents : MM. MAMERE, MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, DRESS, DANE, FONSECA, LABARTHE, BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HEGOBURU, VIGANO, M. RABEAU, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

Mme TSITSICHVILI à M. SURLEVE-BAZEILLE
Mme BARRIERE à M. JOANDET
M. GOURGUES à M. MERCIER
Mme ALLIN à Mme BUISSON
Mme POUGET-FORET à M. DUBOST
Melle CERON à M. PINAUD
Mme RIVES à M. le MAIRE
M. PARIS à M. DENOYELLE
M. BRU à M. MULLIEZ

Absents : /

Secrétaire de la séance : Mme HEGOBURU

1. DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Le débat d'orientations budgétaires est l'application de la loi dite ATR relative à l'Administration Territoriale de la République adoptée le 6 février 1992 et qui contribue à une plus grande transparence et à favoriser le débat démocratique au sein des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du Budget Primitif. Il est donc procédé à des débats d'orientations, sans vote et sans entrer dans un débat technique budgétaire.

2. APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL D'ACTIVITÉS 2004 À LA COLLECTIVITÉ PAR LA S.A.E.M.C.I.B. – AMÉNAGEUR

Le compte rendu d'activités présenté par la S.A.E.M.C.I.B. pour l'année 2004, conformément aux dispositions réglementaires de la loi sur les S.E.M. locales du 7 juillet 1983 et aux dispositions contractuelles de la Convention Publique d'Aménagement de l'opération Yves Farge/Terres Neuves, est approuvé.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

3. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2004 DE LA CELLULE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA S.A.E.M.C.I.B.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire en séance publique, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 21 janvier 2004 confiant à la S.A.E.M.C.I.B. une mission de développement économique.

4. GARANTIE D'EMPRUNTS ACCORDÉE À LA S.A.E.M.C.I.B. POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET BOX COMMERCIAUX – OPÉRATION « LACOSTE SUD »

La Ville décide d'accorder sa garantie pour le remboursement de 2 emprunts PRU de 498.439 Euros et 2.328.458 Euros et 2 emprunts PLAI de 25.700 Euros et 78.275 Euros que la SAEMCIB contractera auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Ces prêts sont destinés à financer la première tranche de l'opération de constructions de 39 logements PLUS-CD, 2 logements PLAI et 4 box commerciaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

5. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

Le Conseil approuve les divers ajustements proposés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

6. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE DES TRANSPORTS

Il est décidé de procéder aux divers ajustements proposés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

7. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE DU PORT

Il est décidé de procéder aux divers ajustements proposés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 CONTRE

8. IMPUTATION DE MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la Section d'Investissement afin de récupérer la T.V.A.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

9. AVANCE SUR SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2006

En raison de la date du vote du Budget Primitif qui n'interviendra qu'en février 2006 et afin de permettre à certaines associations de fonctionner normalement dès le début de l'année, une avance, calculée sur ¼ des crédits alloués au B.P. 2005, leur sera accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

10. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Le Conseil approuve la création de trois emplois d'agents territoriaux des Services Techniques stagiaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

11. CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS D'AGENT RECENSEUR DANS LE CADRE DU RECENSEMENT RÉNOVÉ DE LA POPULATION

Il est décidé de recruter 5 agents non titulaires saisonniers, du 19 janvier au 25 février 2006, pour procéder aux opérations de recensement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

12. PROROGATION DU PROTOCOLE D'ACCORD POUR LE FONCTIONNEMENT DU P.L.I.E.

Par délibération du 9 novembre 2000, la Ville s'est engagée dans la mise en œuvre du P.L.I.E. pour une durée de 5 ans. Au terme des 5 ans, le protocole d'accord est prorogé pour un an.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

13. CONVENTION D'INTERVENTION ENTRE L'A'URBA ET LA VILLE DE BEGLES

Un programme d'activités est défini, chaque année, par le Conseil d'Administration de l'Agence d'Urbanisme, pour lequel il sollicite de ses différents membres le versement de subvention. Pour l'année 2005, le programme a été arrêté pour un montant de 20.000 Euros. Le Conseil accepte le programme de l'année ainsi que le montant de la subvention allouée pour sa réalisation et autorise M. le Maire à signer la convention pour l'année 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

14. DÉNOMINATION DE VOIES

Suite à plusieurs opérations urbaines réalisées ou projetées, le Conseil décide de dénommer les voies suivantes :

- **Rue Port Arthur** pour la voie nouvelle du parc d'activité Quai Wilson (Promodes)
- **Rue Laudinat** pour la voie nouvelle ville des Près Lacoste
- **Rue du Jardin des Hortensias** pour la voie reliant la rue de Verdun et la rue du Jardin des Hortensias projet SOPRA
- **Rue Rosa Bonheur** pour la voie reliant l'avenue Lucien Lerousseau et le cours Victor Hugo et desservant le programme de Gironde Habitat

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

15. SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS PARTENAIRES DE LA POLITIQUE MUNICIPALE DE L'ENFANCE

Il est décidé de soutenir les associations sportives, culturelles et de loisirs, partenaires de la politique municipale de l'Enfance et de leur allouer une subvention en fonction de leur implication dans ce dispositif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

16. REVERSEMENT DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT EDUCATIF LOCAL

Au titre de l'année 2005, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a octroyé une subvention spécifique de 14.000 Euros dans le cadre du Contrat Educatif Local constituant un soutien à un certain nombre d'actions figurant dans ce dispositif. Il sera procédé au reversement de subvention aux associations partenaires de la Ville, conformément à la répartition proposée par le Comité de Pilotage des Contrats Educatifs Locaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

17. REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION REMUE-MÉNINGES

La Ville développe, en collaboration avec cette association, des actions d'accompagnement scolaire au sein des écoles primaires Joliot-Curie et Marcel Sembat. La Ville est soutenue dans cette initiative par la C.A.F. et le F.A.S. qui lui versent une subvention. Une subvention de 4.927 Euros sera reversée à l'Association Remue-Méninges.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

18. ATTRIBUTION DES LOTS DU MARCHÉ DE DENRÉES ALIMENTAIRES DE LA CUISINE CENTRALE POUR L'ANNÉE 2006

Le Conseil autorise Monsieur le Maire à signer le marché avec les fournisseurs retenus, après avis de la Commission d'Appel d'Offres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

19. RÉSEAU NATURA 2000 – RÉALISATION DU DOCOB DU SITE « BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MÉDARD D'EYRANS »

Le Conseil approuve la désignation de :

- **Monsieur le Maire et Monsieur Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE**, pour représenter la Ville de Bègles au Comité de Pilotage
- **Monsieur le Directeur de la SEGECE** pour représenter les propriétaires des terrains inclus dans le site Natura 2000

Et émet un avis favorable pour la participation de la ville au financement du document d'objectif. Les collectivités (les communes de Bègles et Villenave d'Ornon et la Communauté de Communes de Montesquieu) participent chacune pour le tiers du solde du montant de l'étude diminué des recettes des autres partenaires (Etat et Agence de l'Eau).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

20. FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS ET TRAITEURS – DÉPÔT DE CAUTION POUR LE PRÊT DE CHAISES, TABLES ET BANCS

Il s'agit de fixer les tarifs d'inscription des associations et traiteurs pour le Village de Fête de la Morue 2006 et le montant des cautions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

21. FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES RESTAURATEURS

Le tarif d'inscription des restaurateurs à la Fête de la Morue 2006 est fixé à **50 Euros**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

22. DEMANDE DE PRISE EN CHARGE POUR LA VENUE DES INTERVENANTS À LA FÊTE DE LA MORUE ET AU COLLOQUE DE LA FÊTE DE LA MORUE

Suite à la demande de la Trésorerie Générale, il est décidé de prendre en charge les éventuels frais (transport, hébergement et défraiements) des différentes personnalités intervenant dans le cadre de cette manifestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

23. ADHÉSION DU « POINT INFO FAMILLES » À LA PLATEFORME « SERVICE PUBLIC LOCAL »

Le 17 novembre dernier, le Conseil Municipal adoptait la mise en œuvre du dispositif « POINT INFO FAMILLES ». Une des conditions pour l'obtention de ce label est l'adhésion au co-marquage, c'est-à-dire à la plateforme « Service Public Local ». Le Conseil autorise M. le Maire à signer la convention nationale nécessaire à cette adhésion.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

24. MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE DE LA STATION DE TAXIS

Pour l'année 2006, le tarif applicable aux droits de place versés par les chauffeurs de taxis est fixé à :

- **16,18 €** payables annuellement et d'avance à la Perception de BEGLES.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

25. MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LES MARCHÉS FORAINS

Les tarifs applicables aux droits versés par les marchands forains sont fixés pour l'année 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

26. FIXATION DES TARIFS DES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES

Le Conseil approuve les tarifs des opérations funéraires fixés à compter du 1^{er} janvier 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

27. MODIFICATION DES TARIFS DES CONCESSIONS FUNÉRAIRES

Le Conseil adopte, à compter du 1^{er} janvier 2006, les nouveaux tarifs applicables aux concessions temporaires et perpétuelles dans le cimetière communal, au Colombarium et à la location du dépositoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR